

## Conférence de presse du 11 mai 2011

---

### L'avenir de l'approvisionnement énergétique du point de vue de l'économie énergétique en charge de l'approvisionnement

*Exposé de Kurt Rohrbach, Président de l'Association des entreprises électriques suisses*

---

#### Le discours prononcé fait foi

Comme Monsieur Steiner l'a déjà dit, nous sommes tous touchés par les événements de Fukushima. Ils nous bouleversent, et la peur qu'un tel événement puisse se produire chez nous est partout présente ou latente. Cette peur est une motivation considérable dans le débat qui a lieu actuellement sur l'énergie nucléaire. Il est juste et important que ce sujet soit abordé et largement débattu car, au final, c'est la population qui doit prendre d'importantes décisions en termes d'approvisionnement et c'est la politique qui fixe le cadre de leur réalisation.

Ce que nous souhaitons, c'est que le débat ne porte pas uniquement sur un seul aspect ou critère. Il faut adopter une vue d'ensemble. Fukushima n'a résolu aucun problème, mais en a plutôt créé de nouveaux. Pourquoi?

L'économie électrique a pour mission principale d'assurer la sécurité de l'approvisionnement. Autrement dit, elle doit être à tout moment en mesure de fournir à l'économie et à la population l'énergie dont elles ont besoin, et ce à un prix abordable et de bonne qualité. Cela est possible avec l'infrastructure actuelle, mais pas forcément à moyen et long terme. C'est pourquoi on parle de pénurie d'électricité. Ces prochaines années, de nombreuses capacités de centrales vont arriver en fin de vie en Europe. De plus, les contrats d'importation avec la France arrivent à échéance. A cela s'ajoute encore l'augmentation continue de la consommation d'énergie – elle a notamment augmenté de 4 pour cent l'an dernier. Ces 4 pour cent correspondent environ à deux fois et demie la consommation de la ville de Berne.

La construction de centrales électriques est une affaire qui prend du temps. Nous parlons ici de cycles d'investissement de 40, voire 80 ans. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de conditions-cadre légales de base aussi stables que possible. Ce n'est qu'à cette condition que les investissements requis seront réalisés. Cela est valable pour les investisseurs privés, mais aussi pour l'économie suisse de l'électricité, qui est en grande partie aux mains des pouvoirs publics, mais organisée selon les règles du secteur privé.

Pour fixer les conditions-cadres, il convient de tenir compte de quelques points essentiels qui – selon notre perception – n'ont pas, pour certains, été appréciés à leur juste valeur jusqu'à présent dans le débat public:

1. Même sans les événements tragiques de Fukushima, l'électricité serait devenue nettement plus rare et sensiblement plus chère dans l'avenir. Ce qui s'est passé à Fukushima n'a fait que renforcer la tendance. L'importance de la sécurité de l'approvisionnement et du prix de l'électricité comme éléments déterminants de l'attractivité de la place économique suisse devrait encore s'accroître.
2. Les importations ne sont pas une solution durable. A court et moyen terme elles ne feraient qu'augmenter les émissions de CO<sub>2</sub> en Europe. En outre, la capacité des lignes de transport transfrontalières est limitée et une pénurie de production se profile également dans les pays voisins à moyen et long terme, ce qui aura aussi des conséquences sur les prix.
3. A propos de l'énergie nucléaire:
  - 3.1. Les centrales nucléaires suisses répondent depuis toujours à des standards de sécurité élevés. Depuis leur construction, les exploitants ont tiré des enseignements non seulement des derniers résultats de la recherche et des connaissances acquises par l'industrie nucléaire mondiale, mais aussi des incidents, et pris des mesures en conséquence. Les centrales nucléaires ont été régulièrement mises au niveau des dernières exigences de sécurité. Dans cet esprit, il est juste de procéder maintenant à des audits de sécurité supplémentaires selon des procédures nationales et, ultérieurement, internationales. L'économie suisse de l'électricité soutient cette approche.
  - 3.2. Les mesures qui découleront des audits de sécurité en matière de mise à niveau seront naturellement étudiées avec soin et mises en application, afin que la sécurité des centrales nucléaires puisse continuer à être assurée. Les centrales nucléaires sont un pilier important de l'approvisionnement électrique de la Suisse. Si l'on pense à la pénurie de production évoquée, une mise hors service prématurée des centrales nucléaires aurait d'importantes conséquences économiques et écologiques. Nous nous engageons donc contre une fermeture prématurée des centrales nucléaire.
  - 3.3. L'étude des demandes d'autorisation générale est actuellement suspendue. Nous soutenons cette mesure, qui donne du temps pour effectuer un examen élémentaire et approfondi de la situation. Il est clair que de nouvelles connaissances et exigences de sécurité doivent être prises en compte dans la planification d'éventuelles nouvelles

centrales nucléaires. Il est aussi possible que la recherche mette en évidence de nouveaux moyens d'utiliser l'énergie nucléaire.

4. Un changement de valeurs dans la politique énergétique suisse se dessine dans le contexte des événements de Fukushima. Nous sommes prêts à participer à la discussion et, surtout, à l'élaboration de cette politique. Mais il faut aussi que la Suisse puisse se permettre une transformation ou une réorganisation éventuelle du système d'approvisionnement du point de vue de l'économie nationale. Cela exige que les centrales nucléaires suisses existantes ne soient pas mises prématurément hors service. Il semble que cet état de fait parvienne à s'imposer petit à petit, car la plupart des propositions de réorganisation présentées ces dernières semaines prévoient de plus longues périodes de transition.
5. En tant que plaque tournante de l'électricité en Europe, la Suisse est intégrée depuis toujours dans le réseau d'interconnexion européen. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce rôle pour la sécurité de l'approvisionnement et l'économie nationale. Si nous voulons le conserver, plusieurs conditions doivent être remplies. Nous avons notamment besoin de capacités de production et de réseau suffisantes. A travers la construction de centrales de pompage-turbinage et des lignes de transport supplémentaires qu'elles requièrent, la Suisse apporte une importante contribution au développement des énergies renouvelables en Europe, une contribution qui pourrait permettre à notre pays de rester la plaque tournante de l'électricité et d'acquérir une importante fonction d'«écobatterie» de l'Europe.
6. Enfin, il existe plusieurs autres défis:
  - 6.1. Pour intégrer dans le réseau électrique en place les installations qui produisent de l'électricité à partir des nouvelles énergies renouvelables, nous avons besoin de Smart Grids (réseau intelligents). Ces derniers veillent à ce que ces installations, le plus souvent décentralisées, qui fournissent de l'électricité de manière aléatoire, soient intégrées dans le réseau électrique de façon à ce qu'il y ait correspondance entre l'offre et la demande. Cela exige aussi d'importants investissements.
  - 6.2. Dans le débat sur la réorganisation du système énergétique, la nécessité d'une libéralisation complète du marché de l'électricité en Suisse ne doit pas être mise de côté. C'est probablement une condition pour pouvoir passer un accord bilatéral avec l'UE. Car au sein de l'UE, l'ouverture du marché (déjà complète) est poursuivie avec fermeté. Un marché libéralisé, où le prix dépend de l'offre et de la demande, lance aussi des signaux justes. En raison de la forte concurrence, les

innovations sont favorisées et leur réalisation au bon endroit est encouragée.

La question de l'approvisionnement énergétique est certainement complexe, mais nous devons tous l'examiner à fond au cours du débat actuel avec le but de trouver une solution durable.

Le discours prononcé fait foi